



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8623<sup>e</sup>** séance

Jeudi 19 septembre 2019, à 11 h 45

New York

*Président :* M. Nebenzia . . . . . (Fédération de Russie)

*Membres :*

Afrique du Sud . . . . .	M. Van Shalkwyk
Allemagne . . . . .	M. Heusgen
Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
Chine . . . . .	M. Zhang Jun
Côte d'Ivoire . . . . .	M. Ipo
États-Unis d'Amérique . . . . .	M <sup>me</sup> Craft
France . . . . .	M. de Rivière
Guinée équatoriale . . . . .	M. Ndong Mba
Indonésie . . . . .	M. Syihab
Koweït . . . . .	M. Alotaibi
Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Allen

## Ordre du jour

La situation au Moyen-Orient

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 11 h 45.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **La situation au Moyen-Orient**

**Le Président** (*parle en russe*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la République arabe syrienne à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis des documents S/2019/756 et S/2019/757, qui contiennent les textes de deux projets de résolution. Le Conseil est prêt à voter sur les projets de résolution dont il est saisi.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je prends la parole au nom des co-rédacteurs sur la situation humanitaire en Syrie, à savoir la Belgique, l'Allemagne et le Koweït.

Ces derniers mois, nous nous sommes efforcés d'appeler l'attention du Conseil de sécurité sur le sort des civils à Edleb. Nous avons adopté une approche graduelle sur cette question, d'abord en organisant des consultations à huis clos, suivies de séances officielles, puis en tentant de publier des éléments de presse et une déclaration à la presse. Toutefois, il s'est avéré impossible de parvenir à un accord dans cette salle sur une déclaration publique du Conseil de sécurité.

Parallèlement, la violence à Edleb s'est poursuivie tout au long du mois dernier, entraînant le déplacement de plus d'un demi-million de civils et la mort de plus de 1 000 personnes et causant des dégâts considérables aux installations médicales, aux établissements scolaires et à d'autres infrastructures civiles. Nous restons convaincus que le Conseil ne peut rester silencieux et doit agir.

C'est pourquoi nous avons déposé ce projet de résolution humanitaire (S/2019/756) appelant à la cessation des hostilités. Nous avons négocié le projet de résolution de manière transparente et dans le cadre d'un processus approfondi, et mené des échanges exhaustifs et de bonne foi avec tous les membres du Conseil. Le Conseil est maintenant saisi du résultat de ces négociations.

Nous pensons que le projet de résolution est équilibré, qu'il a une orientation purement humanitaire et qu'il reconnaît également que les mesures de lutte contre le terrorisme doivent être prises conformément au droit international humanitaire, notamment les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Le Conseil a une responsabilité claire à assumer aujourd'hui. De nombreuses vies sont en jeu. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour être à la hauteur de nos obligations.

Nous savons bien qu'une autre initiative a été proposée, qui n'a pas été communiquée à la majorité des membres du Conseil à l'avance ni fait l'objet de discussions. Aucune série de négociations n'a été organisée. Cela va à l'encontre des paragraphes 80 et 81 de la note parue sous la cote S/2017/507, qui disposent clairement que la rédaction devrait s'effectuer d'une manière qui permette la participation de tous les membres du Conseil, et que les corédacteurs doivent tenir des consultations avec tous les membres du Conseil le plus tôt possible et examiner les projets de résolution dans le cadre d'au moins une série de consultations. De plus, cet autre projet met l'accent sur un autre sujet et ne reflète pas suffisamment la complexité de la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui à Edleb. Au nom des corédacteurs, nous exhortons tous les membres du Conseil à voter pour notre projet de résolution humanitaire.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Aujourd'hui, nous allons voter sur le projet de résolution déposé par la troika des rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires, composée du Koweït, de l'Allemagne et de la Belgique (S/2019/756). Tout d'abord, examinons les objectifs déclarés des auteurs de ce texte et ceux qu'ils poursuivent réellement. Depuis le début de ce débat, ils essaient de nous convaincre qu'ils sont guidés exclusivement par des considérations humanitaires, qu'ils n'ont pas d'objectifs cachés et qu'ils ne veulent pas saper l'unité du Conseil de sécurité. Si tel était le cas, nous appuierions ce projet de texte sans hésitation. Toutefois, malheureusement, le contenu du projet de résolution et le déroulement des travaux le concernant montrent clairement quels sont les objectifs réels de nos collègues, à savoir sauver les terroristes internationaux qui sont retranchés à Edleb d'une défaite définitive et jeter le blâme sur la Russie et sur la Syrie pour la situation qui règne à Edleb.

Je voudrais souligner d'emblée que c'est précisément le fait que les auteurs ont passé sous silence la nécessité de combattre les terroristes qui nous empêche d'appuyer le projet de résolution dont nous sommes saisis. Ce faisant, les corédacteurs essaient de faire abstraction des décisions pertinentes prises par le Conseil de sécurité. Tout en nous appelant à respecter le mémorandum d'accord de Sotchi du 17 septembre 2018 concernant Edleb, les corédacteurs ont refusé obstinément d'inclure dans le projet de résolution sa disposition la plus importante, à savoir que les groupes terroristes ne sont pas couverts par le cessez-le-feu.

Tout au long des travaux sur le projet de résolution, nous avons eu un sentiment de déjà-vu. L'intensification des efforts humanitaires de nos collègues coïncide à chaque fois avec la capture d'une zone par des terroristes, comme cela s'est passé à Alep et dans la Ghouta orientale, et c'est qui se passe actuellement aussi à Edleb. C'est étrange - bien que cela ne nous étonne pas - qu'ils n'aient pas démontré leurs idéaux humanitaires quand la ville de Raqqa a été entièrement rasée, une question que nous avons soulevée à maintes reprises au Conseil. Ils chantent la même chanson à chaque fois. Alors que les forces gouvernementales syriennes s'approchent des bastions terroristes, ces terroristes se transforment soudainement en représentants de l'opposition qui lutte contre le régime de M. Al-Assad.

Le représentant du Royaume-Uni nous a récemment convaincus qu'il y avait plus de bébés que de terroristes à Edleb. Des chiffres incroyables et sans fondement sont avancés au sujet des mouvements massifs présumés de populations. Où vont ces personnes? Où vont-elles vivre? Les statistiques démographiques concernant Edleb varient par centaines de milliers de personnes d'une source à l'autre, y compris à l'ONU. En outre, nous entendons de plus en plus souvent dire que Hayat Tahrir al-Cham se serait transformé en une structure responsable et émancipée, en quelque sorte une administration civile qui met tout en œuvre pour que les populations puissent vivre en paix dans ces zones. Nous avons entendu la même chose au sujet du Front el-Nosra, son prédécesseur. Il convient de rappeler que ces deux groupes figurent sur la Liste du Conseil de sécurité en tant qu'organisations terroristes.

Enfin, un autre point important est que la troïka humanitaire a soumis à la hâte ce projet de résolution et a tout fait pour accélérer le processus de négociation, prétendument à cause des massacres de civils à Edleb. En

fait, tel n'est pas le cas. Premièrement, aucune opération de grande envergure n'a été menée ou n'est en cours à Edleb. La province observe un cessez-le-feu, qui est périodiquement violé exclusivement par les terroristes. Deuxièmement, il existe des doutes sérieux quant à la fiabilité des données fournies aux médias et qui sont par la suite utilisées par nos collègues au sein du Conseil de sécurité. Lundi 16 septembre, nous avons organisé une longue conférence de presse au cours de laquelle, sur la base de données irréfutables, nous avons démontré que les cas les plus médiatisés de frappes aériennes de la Russie et de la Syrie contre des infrastructures civiles à Edleb relèvent de la falsification et que le mécanisme de déconfliction est utilisé à des fins de désinformation.

Aujourd'hui, la représentante des États-Unis a commencé son intervention en disant que nous avons de nouveau entendu parler de frappes aériennes contre des hôpitaux. Nous n'avons pas entendu M<sup>me</sup> Mueller faire de telles affirmations. Elle a indiqué que la situation avait changé après le 31 août. En ce qui concerne les hôpitaux, je voudrais donner deux exemples, que nous avons également cités durant la conférence de presse. Selon certaines allégations, l'hôpital de Kafr Zeta aurait été bombardé. Toutefois, nous avons constaté que les coordonnées fournies étaient celles d'un abri souterrain avec un entrepôt médical de fortune, situé à 4 kilomètres de cet hôpital. En ce qui concerne l'hôpital central de Maarat Al-Numan, qui aurait également été bombardé, il s'agit en fait d'un poste de police situé à 10 kilomètres de l'hôpital, qui sert de dépôt d'armes. Les deux hôpitaux n'ont pas été endommagés. La cellule souterraine et le poste de police n'ont pas non plus été bombardés. Ces informations nous ont été transmises par l'ONU dans le cadre du mécanisme de déconfliction. L'ONU, à son tour, avait reçu ces coordonnées de sources fiables à Edleb, parce que, comme on le sait, l'ONU n'est pas présente sur le terrain à Edleb. Rien qu'en juillet, nous avons reçu 12 fausses coordonnées de ce genre. Nous avons montré des photos d'avant et d'après ces soi-disant attentats à la bombe. Les bâtiments et les installations, y compris les installations médicales, sont intacts.

Je comprends que cette situation est désagréable et inconfortable pour certains membres du Conseil. Ce n'est pas un hasard si aucun des médias occidentaux qui étaient présents à la conférence de presse n'a osé fournir des informations à ce sujet. Nous convenons qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit syrien, mais seulement une solution politique, comme c'est le cas pour tous les conflits, où que ce soit. Toutefois, pour faciliter le processus de règlement politique, il serait

bon de retirer tous les groupes armés étrangers qui se trouvent illégalement dans le pays.

Nous sommes convaincus que nous ne pouvons pas nous laisser guider par le mensonge et la désinformation lorsque nous prenons des décisions au Conseil de sécurité, même si ces mensonges et cette désinformation sont utiles à quelqu'un. Il est inacceptable et immoral de spéculer sur les souffrances de la population civile qui est toujours prise en otage par des terroristes, qui sont parrainés par nos collègues occidentaux. En outre, nous comprenons tous que la position adoptée par nos collègues occidentaux dès le début et qui n'a pas changé au cours des travaux sur le projet de texte révèle leur véritable objectif : forcer une fois encore la Russie à opposer son veto à un texte sur la question syrienne.

Dès le début, nous avons averti les corédacteurs que leur projet de résolution, sous sa forme actuelle, était voué à l'échec. Ils le savaient et ils le savent. Malgré cet avertissement, ils vont mettre le projet de résolution aux voix afin de saper délibérément l'unité du Conseil. Je voudrais poser quelques questions aux auteurs de ce projet de résolution. Qu'essaient-ils de réaliser et que vont-ils réaliser en faisant cela? Quel message envoient-ils à la communauté internationale? Souhaitent-ils nous voir opposer notre veto à un projet de résolution pendant notre présidence du Conseil de sécurité, juste avant le début de la semaine de haut niveau? Est-ce ainsi qu'ils contribuent à la mise en place de la commission constitutionnelle?

J'appelle les délégations qui sont véritablement favorables à un règlement de la situation en Syrie et à la dépolitisation des questions humanitaires à voter avec nous contre le projet de résolution déposé par la troïka des rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Le Conseil est prêt à voter sur les projets de résolution dont il est saisi. Je vais d'abord mettre aux voix le projet de résolution publié sous la cote S/2019/756, déposé par l'Allemagne, la Belgique et le Koweït.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Belgique, Côte d'Ivoire, République dominicaine, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Afrique du Sud, Royaume-Uni de

Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

*Votent contre :*

Chine, Fédération de Russie

*S'abstiennent :*

Guinée équatoriale

**Le Président** (*parle en russe*) : Le résultat du vote est le suivant : 12 voix pour, 2 contre et une abstention. Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Heusgen** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je prends à nouveau la parole au nom des corédacteurs sur la situation humanitaire en Syrie, à savoir le Koweït, la Belgique et l'Allemagne.

En tant que membres du Conseil chargés de la situation humanitaire à Edleb, nous sommes profondément déçus par le résultat du vote. Une fois de plus, le Conseil de sécurité ne sera pas en mesure de s'acquitter de son obligation de protéger la vie des 3 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, qui se trouvent dans la province d'Edleb. Comment pouvons-nous leur expliquer, ainsi qu'au reste du monde, que, même sur un projet de résolution purement humanitaire, aucun consensus n'a pu être trouvé? Nous, les corédacteurs, avons tenté de parvenir au consensus entre les membres du Conseil. Agissant en tant que médiateurs de bonne foi, nous nous sommes efforcés de tendre la main et d'œuvrer de façon transparente et constructive. Nous voulions un texte ciblé, construit autour d'objectifs humanitaires clairs, à savoir la cessation des hostilités, la protection des civils et l'allègement de leurs souffrances. Notre initiative a reçu de nombreux appuis et nous remercions tous ceux qui ont soutenu nos efforts, en particulier les membres du Conseil qui ont voté pour le projet de résolution S/2019/756.

D'autres membres ne nous ont pas appuyés, et nous le regrettons. Les divisions sont visibles et persistantes. Ces derniers jours, nous nous sommes employés à rapprocher les positions, les divergences portant essentiellement sur la lutte contre le terrorisme. Bien que nous soyons tous fermement résolus à combattre le terrorisme, nous réaffirmons une fois de plus que les opérations antiterroristes ne dispensent pas les parties de leurs obligations au regard du droit

international humanitaire. C'est ce que nous avons essayé de refléter dans le projet de résolution que nous avons déposé. Malheureusement, cela n'était pas acceptable pour certains.

Dans le même temps, nous avons vu une autre initiative présentée tout juste hier, sans aucun processus transparent. Le texte n'a pas été distribué ni fait l'objet de négociations préalables. De telles tactiques ont déjà été employées dans le passé et nous le regrettons. Pareilles méthodes ne pourront jamais aboutir à l'unité dont le Conseil a si désespérément besoin. Pour ce qui est du contenu, cette initiative parallèle ne met pas l'accent sur la protection des civils ni sur la souffrance des personnes et elle n'est pas à même de prévenir une catastrophe humanitaire – les questions essentielles auxquelles le Conseil se doit de répondre.

La Sous-Secrétaire générale Ursula Mueller, dans son exposé de ce matin (voir S/PV.8622), a clairement expliqué ce qui était en jeu. Elle nous a donné des chiffres et des exemples pour nous permettre de prendre la mesure de la catastrophe humanitaire. Nous promettons aujourd'hui que nous ne nous arrêterons pas là. Le projet de résolution n'a pas été adopté, mais notre travail et notre responsabilité ne s'arrêtent pas là. Nous continuerons d'utiliser les outils à la disposition du Conseil pour aborder les questions humanitaires les plus urgentes à Edleb et ailleurs en Syrie.

Unissons nos efforts dans l'optique du renouvellement du mécanisme transfrontières à la fin de l'année. Ce mécanisme est crucial pour la survie de millions de Syriens. Le moins que nous puissions faire pour les Syriens, qui ont déjà souffert terriblement ces huit dernières années, c'est d'être unis sur cette question qui sera prochainement débattue.

Enfin, il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. La seule solution est une solution politique fondée sur la résolution 2254 (2015) et le Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe). Nous réaffirmons notre ferme appui aux efforts de l'Envoyé spécial Geir Pedersen.

**M<sup>me</sup> Craft** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Le vote d'aujourd'hui sur le projet de résolution S/2019/756, sur un cessez-le-feu humanitaire à Edleb, souligne la volonté de la communauté internationale de rétablir la paix et la stabilité dans le nord-ouest de la Syrie. Le Conseil de sécurité doit agir pour mettre fin à la violence en Syrie, en particulier contre les civils, et pour permettre aux acteurs humanitaires de fournir une

assistance aux populations les plus vulnérables. Après quasiment de neuf années de conflit, le peuple syrien ne mérite rien de moins. Les États-Unis sont fiers d'avoir voté pour le projet de résolution rédigé par la Belgique, l'Allemagne et le Koweït, dans le but que nous assumions notre responsabilité partagée de protéger les civils dont la vie est en jeu. Il est profondément regrettable que le Conseil n'ait pas été en mesure de s'entendre sur un projet de résolution de cessez-le-feu qui aurait permis de sauver des vies à Edleb, d'autant plus que le régime d'Assad et ses alliés se préparent à lancer une nouvelle offensive contre la population d'Edleb.

Il est également regrettable que le Conseil ne parvienne pas à se mettre d'accord sur un projet de résolution dont le libellé aurait tenu le régime d'Assad et la Russie responsables de leurs attaques sanglantes contre le peuple syrien. Qu'on ne s'y trompe pas : depuis cinq mois, le régime d'Assad et ses alliés se livrent à des attaques qui ont décimé la population et dévasté les infrastructures civiles, telles que les écoles, les hôpitaux et les installations d'adduction d'eau. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, le régime d'Assad et la Russie ont causé la mort de 1 031 civils dans la province d'Edleb entre le 29 avril et le 29 août.

Aujourd'hui, ils ont beau continuer d'essayer de se cacher derrière leurs mensonges et leur campagne de désinformation au Conseil, il ne fait aucun doute que le régime et les forces russes responsables de ces attaques doivent être tenus responsables de leurs actes. Le monde sait que, en dépit des dénégations, les avions russes et syriens dominent le ciel dans le nord-ouest de la Syrie et que jusqu'ici, la Fédération de Russie n'a pas respecté les mesures de déconfliction mises en place par l'ONU pour garantir la sécurité des civils et des hôpitaux. Le régime d'Assad et ses alliés disent à la communauté internationale qu'ils ne font que mener des opérations antiterroristes. Mais ce scénario nous le connaissons déjà. Ce à quoi nous assistons, ce n'est pas à une opération antiterroriste mais à la poursuite d'une violente campagne militaire contre ceux qui refusent d'accepter l'autorité du régime d'Assad. Le veto de la Russie au projet de résolution d'aujourd'hui - le treizième veto russe sur la Syrie - n'est qu'une nouvelle tentative de se disculper et de disculper le régime d'Assad de sa responsabilité dans la mort de milliers de Syriens, hommes, femmes et enfants.

La Russie a clairement prouvé, par ses actions au Conseil et sur le champ de bataille, qu'elle n'entend



nullement protéger les civils syriens à Edleb, Alep, dans la Ghouta orientale ou à Deraa. Elle ne veut pas non plus d'un cessez-le-feu humanitaire durable. Nous sommes déçus que la Chine ait choisi d'être complice de ces agissements et de rejoindre la Russie en décidant d'opposer son veto au projet de résolution. Ce que veut la Russie, c'est protéger Bashar Al-Assad, au détriment de la vie et des aspirations pacifiques du peuple syrien. Nous appelons une fois de plus la Russie à se rallier à la communauté internationale dans un processus qui aboutira à la stabilisation définitive du pays.

**M. Singer Weisinger** (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : La République dominicaine a voté pour le projet de résolution S/2019/756, déposé par l'Allemagne, la Belgique et le Koweït, les corédacteurs sur le volet humanitaire de la question de la République arabe syrienne. Nous saluons les efforts herculéens déployés par les corédacteurs pour parvenir à l'unité au Conseil de sécurité sur un projet de résolution qui est crucial pour la vie de 3 millions de civils à Edleb. C'est une aspiration que partage la République dominicaine et pour laquelle nous avons travaillé activement.

Tout au long du processus de négociation, la République dominicaine est demeurée convaincue que la nécessité impérieuse de mettre fin aux hostilités et de protéger la population civile dans le nord-ouest de la Syrie l'emporterait sur toute autre considération. Hélas, ce n'est pas ce qui s'est passé. Aujourd'hui, le Conseil n'a pas été à la hauteur des attentes non seulement des Nations Unies, mais aussi d'une population anéantie par des années de conflit. Il est impossible de ne pas ressentir un sentiment d'échec et de déception face à cette situation.

Toutefois, cela nous oblige également à réfléchir à la manière dont nous abordons l'un des défis les plus importants auxquels le Conseil de sécurité est confronté ces derniers temps et son impact sur le règlement du conflit, à savoir sa polarisation. Le processus politique, qui prend enfin une direction jugée acceptable par toutes les parties, mérite que le Conseil adopte une résolution sans équivoque, qui, premièrement, établisse un cessez-le-feu inconditionnel et, deuxièmement, reconnaisse la nécessité d'assurer sa mise en œuvre sur le terrain grâce à un mécanisme de surveillance et de responsabilisation et de maintenir un espace aussi sûr que possible pour garantir l'acheminement de l'aide humanitaire à une population aux besoins pressants.

Nous estimons que ce texte est également parvenu à répondre aux préoccupations de tous les membres du

Conseil, d'une manière équilibrée qui respecte sa portée humanitaire. Nous insistons tout particulièrement sur le fait que le texte que nous avons tous négocié met l'accent sur la nécessité d'aligner pleinement les mesures antiterroristes sur le droit international humanitaire et sur la nécessité pour toutes les parties de respecter les obligations qui leur incombent en matière de protection des civils et des infrastructures civiles.

Le texte que nous n'avons pas été en mesure d'adopter établit un cessez-le-feu à partir du 21 septembre. C'est ce jour-là que débute une nouvelle année scolaire en République arabe syrienne. Les conditions sont-elles réunies pour que les enfants d'Edleb puissent suivre les cours sans crainte? Les écoles sont-elles protégées? Les enseignants sont-ils protégés? Les enfants sont-ils protégés?

**M. Allen** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Deux projets de résolution étaient sur la table aujourd'hui. Le projet de résolution des rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires (S/2019/756) aurait permis de protéger les civils, tandis que le projet de résolution de la Russie et de la Chine (S/2019/757) les met en danger.

Nous remercions les rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires – la Belgique, l'Allemagne et le Koweït – des efforts considérables qu'ils ont déployés pour prendre en compte les vues de tous les membres du Conseil lors de la rédaction du texte sur lequel nous venons de voter. Il s'agissait d'un texte équilibré qui reflétait la situation désastreuse à Edleb et appelait à juste titre à un cessez-le-feu durable, à la protection des civils et des infrastructures civiles et à l'accès humanitaire. Ce projet de résolution était d'importance vitale. Depuis la première séance d'urgence du Conseil sur le volet humanitaire à Edleb, tenue le 10 mai, nous n'avons cessé de centrer notre attention sur la violence y frappant sans discrimination les civils. Le nombre de civils tués et déplacés continue d'augmenter. Il reste peu de temps pour éviter une aggravation catastrophique de la situation humanitaire.

En plus d'établir un cessez-le-feu sans équivoque, le texte auquel la Russie et la Chine ont aujourd'hui mis leur veto mettait clairement l'accent sur l'importance de respecter les obligations juridiques internationales. Le fait qu'un projet de résolution ait fait l'objet d'un veto ne saurait pour autant justifier les attaques ciblées contre les civils. En effet, prendre délibérément pour cible des civils constitue un crime de guerre.

À l'inverse, le texte de la Russie et de la Chine, sur lequel nous voterons ensuite, prétend que la situation humanitaire à Edleb est causée uniquement par des terroristes, et non par les pilonnages aériens effectués sans aucun discernement et sans égard aux principes de distinction et de proportionnalité. Il semble que la dérogation pour les activités antiterroristes, proposée par la Russie, vise à permettre la poursuite des attaques indiscriminées. Nous avons entendu les explications de la Russie selon lesquelles elle frappe les terroristes, mais, même si cela était vrai, elle a toujours des obligations juridiques, notamment celle de garantir la proportionnalité de ses actes.

J'ai bien peur qu'au fil des années, nous n'ayons vu en Syrie ce en quoi consistent réellement les interventions militaires du régime d'Assad et de son allié russe : des frappes aériennes. Nous avons tous vu ce qui s'est passé après que le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2401 (2018) : des civils ont perdu la vie. Le texte de la Russie et de la Chine ne serait d'aucune utilité pour les personnes sur le terrain qui ont désespérément besoin de la protection de la communauté internationale.

La lutte contre le terrorisme ne saurait servir d'excuse à des attaques indiscriminées ou, pire encore, à des attaques ciblées contre des civils. Nous ne pouvons pas en conscience appuyer un texte qui permettrait cela. Nous appelons tous les membres du Conseil à se joindre à nous pour voter contre le projet de résolution de la Russie et de la Chine.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le Pérou souscrit à l'évaluation de l'ONU et partage ses préoccupations concernant les graves conséquences humanitaires qu'a sur la population civile l'escalade de la violence dans le nord-ouest de la Syrie et, partant, il appuie toutes les initiatives visant à la protéger. Voilà pourquoi nous remercions les délégations allemande, belge et koweïtienne, qui corédigent les résolutions sur la situation humanitaire en Syrie, des efforts considérables qu'elles ont déployés pour dégager un consensus acceptable pour tous les membres du Conseil concernant le projet de résolution (S/2019/756) mis aux voix ce matin. Nous nous félicitons en outre que le texte final réponde à nombre des préoccupations exprimées par notre délégation au cours des négociations, auxquelles nous avons participé de manière constructive en vue de parvenir à une cessation véritablement efficace des hostilités et de soulager réellement les souffrances de la population civile en Syrie. Par ailleurs, nous soulignons l'accent mis dans le projet sur le respect du droit

international humanitaire et des droits de l'homme dans toutes les situations, ce qui inclut, bien entendu, la lutte contre le terrorisme.

C'est pour toutes ces raisons que nous avons voté pour le projet de résolution. Le Pérou regrette donc vivement que le projet de résolution déposé par les corédacteurs, que nous jugeons équilibré et opportun, n'a pu être adopté.

Pour terminer, nous réaffirmons la nécessité de veiller à ce que les membres du Conseil redoublent d'efforts pour s'accorder sur des questions aussi délicates afin que nous puissions nous acquitter des hautes responsabilités qui nous ont été confiées.

**M. Van Shalkwyk** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Comme je l'ai dit précédemment dans ma déclaration au Conseil (voir S/PV.8622), ma délégation demeure très préoccupée par la tragédie humaine dévastatrice qui se déroule en Syrie, en particulier par la situation à Edleb et dans ses environs. La priorité absolue du Conseil doit être de mettre un terme aux massacres et aux souffrances des civils innocents. Il faut que la violence cesse immédiatement et que des pourparlers commencent en vue d'une transition politique conduite par les Syriens et reflétant la volonté du peuple syrien.

L'Afrique du Sud condamne toutes les atteintes aux droits de la personne, en particulier les violations des droits des groupes vulnérables, tels que les femmes, les enfants et les minorités ethniques. Elle condamne également le non-respect du droit international humanitaire.

Nous nous félicitons de l'initiative de rédiger un projet de résolution qui vise à créer les conditions propices à la fourniture d'un appui humanitaire ô combien nécessaire. Toutefois, ma délégation est préoccupée par la politisation de la situation humanitaire. Nous estimons, en revanche, que le Conseil doit avant tout venir en aide aux personnes prises dans la tourmente de ce conflit dévastateur. C'est pour cette raison que l'Afrique du Sud a voté pour le projet de résolution des corédacteurs (S/2019/756), car nous considérons que la situation humanitaire catastrophique sur le terrain l'emporte sur nos préoccupations concernant certains éléments du texte.

**M. Ipo** (Côte d'Ivoire) : La Côte d'Ivoire a décidé de soutenir le projet de résolution présenté par les coplumes sur la question humanitaire en Syrie (S/2019/756). En effet, bien qu'elle appuie fermement la lutte contre le terrorisme, la Côte d'Ivoire est persuadée que celle-ci

doit obligatoirement tenir compte des normes convenues en matière de respect du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit des réfugiés.

Constante dans son appel au dialogue en vue de la résolution du conflit syrien, la Côte d'Ivoire met un point d'honneur à souligner la nécessité de respecter le droit international et les droits de l'homme dans la conduite des opérations militaires, en tout lieu et en toutes circonstances. Les normes internationales enjoignent en effet aux parties à un conflit d'appliquer les principes de distinction et de proportionnalité et leur font obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les civils lors des conflits.

Si mon pays se félicite de l'importance que les deux projets de résolution (S/2019/756 et S/2019/757) accordent à la situation humanitaire dans ce pays meurtri par plusieurs années de conflit, il déplore toutefois les profondes divergences d'approches qu'ils défendent. Une fois de plus, hélas, le Conseil se trouve profondément divisé. La Côte d'Ivoire regrette qu'aucun des deux projets de résolution n'ait suscité l'unanimité du Conseil car les parties n'ont pas su épuiser les voies du dialogue nécessaires en pareilles circonstances.

C'est donc le lieu de réitérer notre appel à plus de dialogue entre États membres, seul moyen pour parvenir à des textes consensuels qui prennent en compte les préoccupations de l'ensemble des parties concernées.

**M. de Rivière** (France) : La France regrette que nous ne soyons pas parvenus aujourd'hui à un accord pour répondre à la crise humanitaire en cours à Edleb. Nous saluons les efforts de l'Allemagne, de la Belgique et du Koweït pour tenter de parvenir à un texte d'équilibre, qui aurait mérité notre soutien unanime.

Alors que la situation à Edleb n'a cessé de se détériorer ces derniers mois, j'appelle chacun d'entre nous à faire preuve de responsabilité et à rechercher ensemble la voie du compromis dans les jours à venir. Ceux qui sont directement parties prenantes ont la responsabilité de faire respecter le droit international humanitaire. La situation à Edleb et, de manière plus générale, en Syrie, exige que nous ayons un dialogue constructif au sein de cette enceinte, et c'est dans cet esprit que la France, pour sa part, reste disposée à travailler.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : D'emblée, nous renouvelons notre appui aux déclarations faites par le représentant de l'Allemagne au nom des porte-plume à la première séance de ce matin (voir S/PV.8622), ainsi qu'à la présente séance.

Nous sommes déçus et regrettons que le Conseil n'ait pas assumé ses responsabilités. L'histoire se souviendra sans aucun doute de la présente séance et des positions de tous les membres du Conseil de sécurité sur le projet de résolution humanitaire équilibré contenu dans le document S/2019/756, déposé par l'État du Koweït, l'Allemagne et la Belgique, qui cherchait à protéger les civils d'Edleb en appelant à une cessation des hostilités sur place afin d'empêcher que la population ne souffre davantage. La population d'Edleb, y compris les femmes, les enfants et les personnes âgées, se souviendra du résultat du vote sur ce projet de résolution et jugera sans appel le Conseil de sécurité.

Le fait que le Conseil n'ait pas réussi à adopter un projet de résolution sur une question purement humanitaire vient s'ajouter à la succession d'échecs essuyés par le Conseil sur la question syrienne. Cela fait de nombreuses années que le Conseil n'enregistre aucun progrès réel et tangible pour mettre fin aux souffrances du peuple syrien. Parce que le veto a été utilisé aujourd'hui, la vie de millions de Syriens dans le nord-ouest de la Syrie continuera d'être mise en danger, or l'ONU a maintes fois averti que si les opérations militaires se poursuivaient là-bas, nous serions confrontés à la pire situation humanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle.

Ce sont principalement les chiffres dont dispose l'ONU s'agissant de l'ampleur des souffrances humanitaires à Edleb qui nous ont poussé à agir et à présenter, en notre qualité de porte-plume, le projet de résolution qui a été négocié de manière transparente et inclusive pendant trois semaines, auprès de tous les membres du Conseil. Un contre-projet a été présenté. Il n'a pas été négocié. Il a été mis en bleu hier. Cela montre clairement la vive division qui règne au Conseil sur la question syrienne, alors même que notre objectif est exclusivement humanitaire.

Du fait de l'escalade militaire dans le nord-ouest de la Syrie depuis fin avril, plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées et près de 1 000 civils ont été tués, dont la moitié sont des femmes et des enfants. Les installations sanitaires, éducatives et civiles ont été lourdement endommagées. Ce genre d'incidents et de violations du droit international humanitaire à Edleb n'ont pas poussé le Conseil à adopter une position unifiée et correcte. Nous renouvelons notre condamnation des attaques dirigées contre des civils, par quelque partie que ce soit, ainsi que des attaques contre les hôpitaux et les établissements de santé. Il faut que les responsables de violations du droit international humanitaire et



du droit international des droits de l'homme aient à répondre de leurs actes.

Le terrorisme est un fléau grave qui menace la paix et la sécurité internationales. Nous en convenons tous et nous sommes tous déterminés à lutter contre le terrorisme où qu'il se produise, y compris dans la province d'Idlib. Toutefois, nous réaffirmons ce qui a déjà été dit par de nombreux États membres du Conseil et par le Secrétaire général lui-même, à savoir que les opérations de lutte antiterroriste ne dispensent pas les parties de respecter leurs engagements au titre du droit international humanitaire, notamment l'engagement de protéger les civils et les installations civiles, et de respecter les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution.

Pour terminer, je remercie tous les États Membres qui ont appuyé les efforts des porte-plume et qui ont voté pour le projet de résolution. Nous réaffirmons que l'incapacité du Conseil à adopter le projet de résolution ne nous découragera pas plus qu'elle ne nous dissuadera de poursuivre nos efforts pour protéger les civils et pour améliorer la situation humanitaire en Syrie.

Nous soulignons une nouvelle fois qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise en Syrie. La seule solution passe par un règlement politique qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple syrien frère et qui garantisse la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, conformément à la résolution 2254 (2015) et au Communiqué de Genève (S/2012/522, annexe).

**M. Pecsteen de Buytswerve** (Belgique) : Nous souscrivons pleinement à la déclaration faite par l'Allemagne au nom des trois co-plumes. Qu'il me soit permis à présent de faire quelques remarques à titre national.

Tout d'abord, nous regrettons profondément que certains membres du Conseil n'aient pas été en mesure d'appuyer le projet de résolution que nous avons proposé sur la situation humanitaire dans le nord-ouest de la Syrie (S/2019/756). Depuis le début, les trois co-plumes ont travaillé de manière transparente et constructive. Nous avons fait tout notre possible pour réconcilier les différentes positions jusqu'au dernier jour des négociations.

Pour nous, c'est la protection des vies humaines qui doit être au cœur de toute résolution sur Idlib. En ne parvenant pas à un consensus sur ce texte, dont l'objectif

est purement humanitaire, le Conseil a malheureusement échoué vis-à-vis du peuple d'Idlib.

La Belgique reste fermement déterminée à lutter contre le terrorisme. C'est la volonté commune du Conseil mais, pour nous, une chose est claire : les opérations de lutte contre le terrorisme ne dispensent pas les parties à un conflit de leurs obligations en vertu du droit international humanitaire. Les parties doivent respecter les règles qui s'appliquent aux conflits armés, et les principes de distinction, de proportionnalité et de précaution. Bombarder les populations civiles, les écoles et les hôpitaux ne participe en rien à la lutte contre le terrorisme. Au contraire, cela ne fait que créer un terrain fertile à davantage de terrorisme.

**M. Zhang Jun** (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine a voté contre le projet de résolution S/2019/756 sur la situation humanitaire en Syrie, qui vient d'être mis aux voix.

Le Conseil de sécurité suit de près la situation humanitaire en Syrie et a convoqué de nombreuses séances sur ce point. En ce qui concerne la question d'Idlib, depuis le 31 août, les Gouvernements russe et syrien appliquent le cessez-le-feu à Idlib, lequel est globalement respecté. Les efforts diplomatiques des parties prenantes internationales compétentes se poursuivent et la situation à Idlib a pris une tournure positive. Dans ce contexte, il n'y a évidemment rien de constructif à précipiter le vote sur un projet de résolution qui suscite d'importantes controverses. Une telle démarche n'atteindra pas les résultats escomptés.

Les organisations terroristes continuent d'étendre leur sphère d'influence dans le nord-ouest de la Syrie. Telle est l'origine de la question humanitaire à Idlib et cela pose un risque grave pour la sécurité et la sûreté dans la région. Les membres du Conseil doivent s'unir pour relever ensemble ce grave défi. La Chine a participé de manière constructive à une négociation du texte et a proposé des révisions raisonnables. Mais malheureusement, le projet de résolution qui vient d'être mis aux voix n'aborde pas l'essence de la question ni les préoccupations fondamentales de la Chine. C'est pourquoi la Chine a voté contre le projet de résolution.

La situation humanitaire en Syrie est une question très complexe et sensible. Toutes les catégories de questions humanitaires en Syrie doivent être examinées de manière globale et équilibrée, au lieu d'être axées de façon sélective sur certaines d'entre elles, et encore moins d'être politisées. La communauté internationale doit

respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Libye; écouter attentivement les vues du Gouvernement syrien; et chercher une solution globale à la question syrienne par des moyens politiques.

En même temps, nous devons accorder une attention particulière à la reconstruction de la Syrie après la guerre et à son développement économique et social et aider le peuple syrien à mener une vie pacifique, stable et heureuse.

La Chine attache également une grande importance à la situation humanitaire en Syrie et y accorde une attention particulière. C'est pourquoi la Russie et la Chine proposent un autre projet de résolution (S/2019/757) qui prend en considération l'ensemble des questions humanitaires et de lutte contre le terrorisme en Syrie. Le projet appelle notamment au respect du droit international dans la lutte contre le terrorisme et à la garantie de l'accès humanitaire, et il reflète les besoins humanitaires du peuple syrien. Nous espérons qu'il recevra l'appui de tous les membres du Conseil.

Je dois souligner ici que la Chine rejette fermement les accusations infondées portées par les représentants du Royaume-Uni et des États-Unis contre la Chine. La Chine a le droit de prendre une décision indépendante sur la manière dont elle vote, selon les mérites d'une situation et en fonction des intérêts d'une population donnée. Aucun pays n'a le droit de porter délibérément de telles accusations. Je voudrais également signaler que la situation et les souffrances actuelles du peuple syrien sont précisément le résultat du comportement illicite de certains pays, et ce sont ces pays qui devraient réfléchir à leur comportement.

**Le Président** (*parle en russe*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la Fédération de Russie.

Nous déposons un projet de résolution sur Edleb (S/2019/757) dans le cadre des efforts visant à remédier à la situation humanitaire dans cette région de la Syrie. Contrairement à l'autre projet de résolution (S/2019/756) – j'ai déjà parlé des raisons du veto – notre texte est caractérisé par une approche exclusivement humanitaire et ne contient aucun passage politisé ou controversé. Son objectif est de maintenir le cessez-le-feu conclu le 31 août, de poursuivre la lutte contre le terrorisme et de garantir l'accès humanitaire à Edleb.

Lorsque la représentante des États-Unis a pris la parole au titre des explications le vote sur ce projet, elle a déclaré que le Conseil n'avait pu parvenir à un accord sur le cessez-le-feu. Mais nous n'en avons pas besoin, car le cessez-le-feu est en vigueur à Edleb depuis le 31 août. Il est paradoxal que la première partie à violer le cessez-le-feu ait été l'armée de l'air des États-Unis, le jour même de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 31 août.

Nous avons également été exhortés à mettre un terme aux attaques brutales en Syrie. Je pense que c'est à eux-mêmes que les États-Unis devraient lancer de tels appels. Nous nous souvenons bien de la façon dont l'armée de l'air des États-Unis a combattu les terroristes en Iraq, à Mossoul et dans d'autres régions. Nous nous souvenons comment ils y ont respecté le droit international humanitaire. Les forces aérospatiales russes ne rasant pas des villes entières, elles ne frappent des cibles que là où se trouvent des terroristes et s'il existe des renseignements fiables et vérifiés, tout en évitant toute attaque qui pourrait mettre les civils en danger.

Je ne pense pas qu'aucun des membres du Conseil de sécurité ne puisse s'opposer à l'un quelconque des points de notre projet de résolution. Aujourd'hui, nous avons l'occasion de parvenir à un accord sur la situation humanitaire en Syrie. Mais s'il y a des objections à cela, alors nous-mêmes et l'ensemble de la communauté internationale serions très intéressés de les entendre.

Nous encourageons nos collègues à tenir compte des éléments suivants lors du vote sur le projet russe.

La phase de combat armé du conflit syrien est essentiellement terminée. Ceux qui sont réellement intéressés par un règlement politique se sont joints au processus. Beaucoup de travail a déjà été accompli et nous devons soutenir cet effort concerté, y compris par les Nations unies, au lieu d'utiliser les questions humanitaires à des fins politiques. Les seuls qui prolongent la guerre, qui visent à détruire l'État syrien et à causer des souffrances aux civils, sont les terroristes. Les tentatives visant à les protéger ou à les présenter comme une opposition déradicalisée sont inacceptables.

En outre, comme le stipule notre projet, la communauté internationale doit prendre toutes les mesures nécessaires pour améliorer la situation humanitaire à Edleb. Nous espérons que les membres du Conseil de sécurité adopteront une approche constructive pour appuyer notre projet.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution publié sous la cote S/2019/757, déposé par la Chine et la Fédération de Russie.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Chine, Fédération de Russie

*Votent contre :*

Belgique, République dominicaine, France, Allemagne, Koweït, Pérou, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

*S'abstiennent :*

Côte d'Ivoire, Guinée équatoriale, Indonésie, Afrique du Sud

**Le Président** (*parle en russe*) : Le résultat du vote est le suivant : 2 voix pour, 9 voix contre et 4 abstentions. Le projet de résolution n'a pas été adopté parce qu'il n'a pas obtenu le nombre de voix requis.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M<sup>me</sup> Wronecka** (Pologne) (*parle en anglais*) : La Pologne a voté contre le projet de résolution publié sous la cote S/2019/757. Qu'il me soit permis de rappeler que nous avons l'obligation morale et juridique de fournir un accès immédiat, complet, sûr et sans entrave à l'aide humanitaire et d'empêcher la catastrophe humaine qui se déroule dans la province d'Edleb. Il est tout aussi important que l'ensemble des activités entreprises par les États pour lutter contre le terrorisme soient pleinement conformes aux obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. La lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte à des violations des droits de l'homme, et rien ne saurait justifier que des civils et des infrastructures civiles soient pris pour cible sans discrimination.

La Pologne continue de condamner fermement tout acte de terrorisme et demeure profondément attachée à la lutte contre le terrorisme. Le projet de résolution proposé par la Fédération de Russie et la Chine omet ce point important. Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de l'appuyer.

**M. Syihab** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Ma délégation prend la parole à la suite du vote sur les deux projets de résolution (S/2019/756 et S/2019/757).

L'Indonésie a toujours appelé à l'unité au sein du Conseil de sécurité pour la tâche très urgente de sauver des vies humaines. Cela a toujours été notre priorité. Nous partageons le message que le Secrétaire général a livré hier lors de la conférence de presse au début de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale : « Donnez la priorité aux peuples, à leurs besoins, à leurs aspirations et à leurs droits. » Ce message vaut pour les 3 millions de personnes vivant à Edleb : ils ont besoin d'être protégés; leurs aspirations sont de rester en sécurité et ils ont le droit de vivre en paix.

À cet égard, il est en effet regrettable que le Conseil n'ait pu parvenir à un consensus. L'Indonésie a voté pour le projet de résolution déposé par les co-rédacteurs, car le projet de texte contient des éléments essentiels pour le renforcement immédiat des efforts que nous déployons pour alléger les souffrances de la population dans la province d'Edleb et empêcher toute nouvelle détérioration de la situation humanitaire dans cette zone. Le processus de négociation du texte a été long et complexe, avec de nombreuses divergences entre les membres du Conseil. Aussi tenons-nous à remercier les co-rédacteurs de leur travail acharné.

Tout en appréciant les efforts déployés par la Russie et la Chine pour élaborer l'autre projet de résolution, nous estimons que le potentiel que présente le texte pour gérer la situation réelle sur le terrain n'a pas été pleinement examiné. En effet, le texte n'a été soumis qu'hier et le Conseil n'a pas été en mesure d'en discuter de manière exhaustive. Nous considérons également qu'à ce stade critique de la situation humanitaire à Edleb, nous avons besoin d'une résolution qui reflète pleinement le besoin urgent d'alléger immédiatement la douleur, la frustration et les souffrances de la population. L'Indonésie croit sincèrement que nous avons besoin d'une percée pour sauver la vie de ces personnes. Comme je l'ai dit ce matin, le Conseil doit faire en sorte ce qu'il ne soit pas trop tard pour réagir à la situation humanitaire à Edleb (voir S/PV.8622).

Il est impératif que le Conseil s'accorde à ne pas politiser une situation humanitaire, quelle qu'elle soit. Ce n'est que par un accord collectif sur cette question qu'il pourra s'acquitter efficacement de son mandat. Ma délégation a bon espoir que le Conseil continuera d'étudier les moyens de traiter à l'unisson cette question très importante.

**M. Ndong Mba** (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Nous nous sommes abstenus dans le vote sur les deux projets de résolution (S/2019/756 et S/2019/757) pour marquer notre désaccord avec le manque d'entente et d'unité au sein du Conseil de sécurité sur une question aussi cruciale et importante que le conflit syrien, dans lequel de nombreuses vies humaines, notamment celles de civils, femmes, enfants, femmes enceintes et personnes ayant des besoins spéciaux, sont sacrifiées. Cette division et cette mésentente sont d'autant plus graves que nous nous efforçons de faire face à la grave situation humanitaire qui prévaut actuellement à Edleb.

Nous avons espéré que les négociations seraient élargies et approfondies sur les projets de résolution déposés par les rédacteurs dans un esprit de souplesse et de bonne volonté, en tenant compte avant tout de la situation critique de la population civile en Syrie, en particulier à Edleb, et en mettant de côté les intérêts géostratégiques des pays ayant une influence majeure sur les parties au conflit. Nous avons espéré revivre l'expérience faite il y a quelques jours avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, lorsque nous étions prêts à jeter aux orties le projet de résolution concerné, mais avons pu heureusement trouver un accord et l'adopter à l'unanimité. Pourquoi ne pouvons-nous pas faire de même avec la situation humanitaire en Syrie et les armes chimiques dans ce pays?

C'est pourquoi nous avons décidé de nous abstenir dans le vote sur les deux projets de résolution.

**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Une fois de plus, nous nous retrouvons au Conseil de sécurité face à une scène surréaliste et absurde que les trois membres permanents occidentaux du Conseil ne cessent de répéter en se drapant du manteau des rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires. Depuis le dernier exposé présenté par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (voir S/PV.8593), ils ont entrepris de rédiger un projet de résolution politique partial (S/2019/756) – et non humanitaire – sous couvert de ce qu'ils appellent un cessez-le-feu dans le nord-ouest de la Syrie.

Il est désormais confirmé que l'encre de cette plume sèche lorsqu'il s'agit des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qui ont été commis et qui sont encore commis par la soi-disant coalition internationale, dirigée par les États-Unis et leurs sbires au sein des organisations terroristes et des milices illégitimes qui leur sont affiliées. L'encre de cette plume

sèche également lorsqu'il s'agit de la présence étrangère illégale sur le territoire de mon pays, qu'elle soit américaine, britannique, française ou turque. Elle sèche également lorsqu'il s'agit des agressions israéliennes à répétition, qui sont encouragées par le silence du Conseil et l'immunité accordée par certains de ses membres permanents aux autorités d'occupation israéliennes pour leurs pratiques, et ce, depuis des décennies.

Certains collègues ont dit que la lutte contre le terrorisme ne nous dégage pas de l'obligation de respecter nos engagements pertinents en vertu du droit international humanitaire. Cependant, je n'ai pas entendu ces mêmes collègues dire, par exemple, que créer le terrorisme ne dispense pas du respect des engagements au titre du droit international et des dispositions de la Charte des Nations Unies. Tant le droit international que les dispositions de la Charte l'emportent sur le droit international humanitaire, ou du moins sont sur un pied d'égalité. Mais pour que le droit international humanitaire soit respecté, il faut d'abord que les dispositions de la Charte des Nations Unies et du droit international soient respectées.

L'histoire se souviendra de cette séance, parce que d'aucuns ont cherché à bousculer la présidence russe, comme ce fut le cas le 8 octobre lorsque la Fédération de Russie présidait le Conseil (voir S/PV.7785). Certains pays ont tenté à l'époque de présenter un projet de résolution visant à porter un coup à la présidence russe du Conseil. L'histoire se répète, car l'objectif de cette séance n'est pas de fournir une aide humanitaire au peuple syrien, mais plutôt d'utiliser ce point de l'ordre du jour à des fins politiques et d'embarrasser la présidence russe.

Comme pour les résolutions précédentes adoptées par le Conseil, le projet de résolution (S/2019/757) dont nous sommes saisis dispose, au deuxième alinéa du préambule, que le Conseil de sécurité réaffirme « son plein respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne ». Toutefois, les pratiques des rédacteurs ont montré qu'il y a un grand fossé entre le principe et l'application de ce paragraphe particulier. Les rédacteurs du slogan humanitaire ont violé la souveraineté de la République arabe syrienne, ce qui est inacceptable.

Comment les rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires peuvent-ils s'acquitter de leurs fonctions et diriger ce mouvement, qui est censé être sous-tendu par des facteurs humanitaires, alors qu'ils ont demandé la tenue de cette séance et déposé un projet



de résolution sans véritable coordination ni consultation avec la délégation de la République arabe syrienne? Après tout, c'est notre délégation qui est concernée au premier chef par l'examen d'un tel projet de résolution. Comment peuvent-ils faire mine de ne pas savoir que le Gouvernement syrien a accepté un cessez-le-feu dans la zone de désescalade d'Edleb, à partir du 31 août, tout en maintenant le droit de réagir à toute violation par des terroristes, conformément à l'accord d'Astana sur la création des zones de désescalade et à l'accord de Sotchi?

Nous sommes en droit de nous demander pourquoi les corédacteurs, dans leur projet de résolution, ne font aucune référence au fait que les groupes terroristes sont exclus de l'accord sur la cessation des hostilités. Il est bien connu que l'accord d'Astana sur la création de zones de désescalade ne couvre pas les groupes armés inscrits sur la Liste du Conseil de sécurité en tant qu'entités terroristes. L'accord prévoit un certain nombre d'engagements, notamment celui de contraindre les groupes armés qui ont signé l'accord d'Astana à se dissocier des organisations terroristes, notamment Daech, le Front el-Nosra et les autres groupes qui leur sont affiliés.

Les accords d'Astana et de Sotchi mettent tous deux l'accent sur le droit du Gouvernement syrien et de ses alliés de lutter contre les organisations terroristes, quel que soit leur nom. Tout cela ne figure pas dans le projet de résolution déposé par les rédacteurs des textes portant sur les questions humanitaires. Comment ces rédacteurs peuvent-ils prétendre qu'ils se soucient de la situation humanitaire en Syrie alors qu'ils ne mentionnent pas, dans le projet de résolution, la cause principale de la crise humanitaire dans ce pays, à savoir le terrorisme qui est parrainé, malheureusement, par certains pays membres du Conseil? Ils passent également sous silence la présence des milliers de combattants terroristes étrangers en Syrie.

À titre d'exemple, le Gouvernement fédéral allemand a annoncé récemment, en réponse à une question soumise au Parlement par Konstantin Kuhle, un expert en affaires intérieures du parti libéral allemand, que le nombre de combattants étrangers allemands en Syrie et en Iraq s'élève à 500 terroristes, dont 360 environ combattent encore dans les rangs des organisations terroristes. Ce sont là les statistiques du Gouvernement allemand, qui mettent en lumière ce qui a été confirmé – la présence de milliers de terroristes en provenance d'Europe. Comment mon collègue, le

Représentant permanent de l'Allemagne, peut-il faire abstraction de ces informations importantes fournies par son propre gouvernement? Comment peut-il ne pas mentionner la nécessité de lutter contre le phénomène des combattants terroristes étrangers et la nécessité pour leurs pays et leurs maîtres de les retirer du territoire syrien?

À propos, je voudrais revenir sur ce que mon collègue, le représentant du Koweït, a dit lors de la dernière séance du Conseil sur cette question (voir S/PV.8609), en niant l'existence du mouvement salafiste au Koweït et d'un terroriste nommé Al-Mteiri. J'ai ici une affiche qui a été distribuée par le mouvement salafiste dans les rues du Koweït. On peut voir des photos de ressortissants koweïtiens sous cette bannière « Déclaration de guerre – le jihad en Syrie ». Ce sont tous des membres koweïtiens du mouvement salafiste koweïtien. Voici une autre affiche de ce genre.

J'ai également une copie d'un article du *New York Times* dont mon collègue, le représentant du Koweït, a également nié l'existence. Il porte sur un sergent de l'armée koweïtienne, M. Al-Mteiri. Voici ce qui est écrit :

*(l'orateur poursuit en anglais)*

« Ghanim al-Mteiri collecte les fonds et les transfère en Syrie au profit des rebelles qui combattent le Président Bachar al-Assad. M. Mteiri – l'un des dizaines de Koweïtiens qui collectent publiquement des fonds pour armer l'opposition – a contribué à faire de ce petit État riche en pétrole du golfe Persique une agence virtuelle de Western Union pour les rebelles syriens, et l'essentiel des fonds collectés sont versés à un groupe syrien affilié à Al-Qaida. Une initiative menée au Koweït a permis de collecter des fonds pour équiper 12 000 combattants rebelles à hauteur de 2 500 dollars chacun... Les donateurs peuvent obtenir le « statut argent » en contribuant 175 dollars pour l'achat de 50 balles pour les fusils de précision, ou le « statut or » en contribuant le double pour huit obus de mortier. »

*(l'orateur reprend en arabe)*

L'American Carnegie Endowment for International Peace a publié deux études sur le mouvement salafiste koweïtien et sur l'appui qu'il apporte au terrorisme en Syrie et en Iraq. Le représentant du Koweït m'a demandé de fournir des noms ou des documents, si je les avais. Me voici, je suis en train de présenter ces documents.

Quiconque en veut un exemplaire peut s'adresser à la Mission permanente de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Comment les corédacteurs et les coauteurs du projet de résolution peuvent-ils prétendre qu'ils se soucient de la situation humanitaire alors qu'ils ont participé dès le premier jour à la prétendue Coalition mondiale contre Daech, qui n'a en aucune façon combattu le terrorisme? Au lieu de cela, cette coalition a délibérément et systématiquement détruit les infrastructures syriennes, notamment les ponts de l'Euphrate, des silos à grains, des écoles, des hôpitaux et des villages où régnaient la sécurité. Elle a tué des milliers de civils et a sauvé des responsables terroristes membres de Daech dans les deux villes de Hajin et Baghouz dans la province de Deir el-Zor et dans la ville de Raqqa, afin de les recycler et de les utiliser dans d'autres pays en tant qu'opposition démocratique modérée terroriste.

Comment les corédacteurs peuvent-ils prétendre qu'ils se soucient des questions humanitaires alors que le projet de résolution fait fi de l'annonce dangereuse faite par les États-Unis et la Turquie concernant la conclusion d'un accord sur la création d'une zone dite sûre sur les territoires syriens et l'organisation de patrouilles conjointes? Un tel accord compliquerait et prolongerait la crise en Syrie en créant de nouveaux faits sur le terrain dans les zones où les forces de ces deux pays occupants sont illégalement déployées.

Comment les corédacteurs peuvent-ils prétendre qu'ils se soucient des questions humanitaires alors qu'ils contribuent au terrorisme économique en imposant des mesures économiques coercitives unilatérales, qui ont des conséquences graves et catastrophiques pour les Syriens et compromettent la capacité du Gouvernement syrien à répondre aux besoins quotidiens de la population?

Pour terminer, pour tous ces motifs, mon gouvernement tient à remercier tous les pays qui ont voté contre le projet de résolution, en particulier les délégations russe et chinoise, et ceux qui se sont abstenus dans le vote pour défendre les principes du droit international et les dispositions de la Charte des Nations Unies – avant tout, le respect de la souveraineté des États et la non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

**Le Président** (*parle en russe*) : Le représentant du Koweït a demandé la parole pour faire une autre déclaration.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : D'emblée, je voudrais m'excuser auprès du Conseil de sécurité d'avoir demandé la parole à une heure aussi tardive.

Je ne voulais pas vraiment m'écarter du sujet à l'examen. Toutefois, le représentant de la délégation syrienne a fait référence au Koweït plus d'une fois et a présenté certains documents qui ne sont que des articles de journaux. L'objectif est clair : attaquer le Koweït pour essayer de faire passer la crise en Syrie pour une crise terroriste. Le représentant soutient que la principale raison qui a provoqué la crise en Syrie est le terrorisme. Cependant, au début, ce n'était pas du tout une crise terroriste.

Les coupures de presse qu'il a présentées, comme celles provenant des journaux koweïtiens ou de l'article du *New York Times*, ont tous été publiées en 2012 ou 2013. Il a l'habitude de faire référence à des coupures de presse de ce genre à l'occasion de chaque réunion. Je me demande pourquoi mon collègue, le représentant syrien, aime répéter ce qui a été publié dans les journaux. J'aurais préféré qu'il parle de la position officielle du Koweït pour que nous puissions réagir, au lieu de faire référence à des annonces faites par d'autres personnes il y a sept ans et d'essayer, par tous les moyens, d'associer le Gouvernement koweïtien au terrorisme. Lors de la dernière séance (voir S/PV.8609), il a affirmé qu'il avait le Koweït plus à cœur que moi, mais il est clair que son objectif principal est de diffamer le Koweït.

J'ai déjà réagi aux informations qu'il a évoquées concernant les terroristes et certains individus, qui datent de 2012 et de 2013. J'ai dit que si l'Ambassadeur Ja'afari avait des preuves, il devait les présenter. Pourquoi le Gouvernement syrien n'a-t-il pas fourni ces documents, s'ils sont fiables, au Comité créé par la résolution 1267 (1999) ? Si ces personnes sont des terroristes et ont commis des violations graves, comme par exemple le génocide ou des crimes contre l'humanité, il peut communiquer les éléments de preuve au Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, qui a été créé par l'Assemblée générale. Ces documents peuvent toujours être présentés à ce mécanisme bien connu afin que tous ceux qui ont commis un crime en Syrie aient à en répondre.

Nous faisons partie des pays qui ont voté pour la résolution 71/248 de l'Assemblée générale

portant création du Mécanisme international, impartial et indépendant afin de faire en sorte que ceux qui commettent des crimes en Syrie soient tenus responsables. Mais la Syrie a rejeté ce mécanisme qui est aujourd'hui opérationnel. Il appartient donc à l'Ambassadeur Ja'afari de présenter toutes les preuves qu'il souhaite. Comme je l'ai dit la dernière fois, j'aimerais qu'il fasse référence à des documents des Nations Unies et pas simplement à des coupures de presse qui ne sont pas entièrement exactes. Parfois, le *New York Times* publie des articles qui sont favorables à la Syrie, mais la plupart du temps, ses articles sont critiques à l'égard du Gouvernement syrien. Mais je ne veux pas parler de ces articles, car nous nous fondons toujours sur les déclarations de l'ONU et de ses divers organes, en particulier en ce qui concerne les violations flagrantes commises dans les différentes provinces de la Syrie. Les crimes ont été répertoriés et confirmés par des images satellitaires. Il y a des documents et des témoins; ils ne peuvent être contestés. C'est pourquoi nous voudrions que l'Ambassadeur Ja'afari s'appuie sur ces documents. S'il y a un individu ou un groupe de personnes qui, selon lui, a commis des crimes contre le peuple syrien, il devrait présenter des preuves au Comité des sanctions ou au Mécanisme, contre lequel son pays a voté.

L'Ambassadeur Ja'afari a longuement critiqué les corédacteurs au début de sa déclaration. Il a déclaré que l'agression israélienne était savamment ignorée. Nous n'avons cessé de condamner l'agression israélienne contre la Syrie et d'insister sur la sécurité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie. Lorsque les États-Unis ont reconnu la souveraineté d'Israël sur le Golan, nous avons été parmi les pays qui ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse et adopte un projet de résolution sur cette question. Mais la Syrie s'est opposée à cette demande et n'a pas voulu que nous discutions au Conseil de sécurité d'un projet de résolution qui aurait condamné la souveraineté d'Israël sur le Golan.

**Le Président** (*parle en russe*) : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, mon pays est profondément attaché à ses relations fraternelles avec le Koweït. Chaque fois que j'ai évoqué la présence de terroristes koweïtiens en Syrie, j'ai dit très clairement que je ne visais pas le Gouvernement de l'État du Koweït. Cependant, il est de

notre devoir d'attirer son attention sur l'existence de ces terroristes et de personnes qui financent le terrorisme. Un certain nombre de ressortissants koweïtiens sont chargés de promouvoir le terrorisme et de collecter des fonds devant être envoyés aux terroristes en Syrie. Autrement dit, il y a des citoyens koweïtiens qui tuent des Syriens sur le territoire syrien. Je ne comprends pas pourquoi mon collègue le représentant du Koweït réagit de manière si épidermique à chaque fois qu'on parle des terroristes koweïtiens en Syrie. Il y a aussi des terroristes belges, français, britanniques, australiens, etc. Il y a en Syrie des terroristes venus d'une centaine d'États Membres de cette organisation internationale, qui combattent et tuent des Syriens.

Aucun représentant des nationalités concernées ne s'en est ému outre mesure ici. Ces informations figurent dans un rapport officiel publié par un organe subsidiaire du Conseil de sécurité chargé de la lutte antiterroriste. Pourquoi cette susceptibilité excessive lorsque nous disons qu'il y a des terroristes koweïtiens appartenant à un mouvement salafiste qui combattent en Syrie et tuent des Syriens? Comment peut-on nier ces affirmations alors que le Carnegie Institute a publié deux études sur le mouvement salafiste au Koweït? Ce que j'ai ici en main, ce ne sont pas des coupures de presse, mais des affiches qui ont été distribuées au Koweït par un certain nombre d'individus, dont certains sont membres du Parlement koweïtien. Ces personnes ont levé des centaines de millions de dollars devant être envoyés en Syrie pour financer le terrorisme. Des dizaines d'articles ont été publiés à ce sujet par plusieurs journaux, dont le *New York Times*. Nous disposons de nombreuses preuves; des preuves que nous avons transmises au Conseil de sécurité et aux organes subsidiaires chargés de la lutte contre le terrorisme.

En ce qui nous concerne, nous ne nous contentons pas de mots et nous avons envoyé des centaines d'éléments de preuve au Comité contre le terrorisme concernant la présence de combattants terroristes étrangers en Syrie, parmi lesquels des ressortissants koweïtiens. Il y a aussi des terroristes syriens qui combattent le Gouvernement syrien. Devrais-je m'offusquer si quelqu'un me disait qu'il y a des terroristes syriens qui combattent le Gouvernement syrien en Syrie? Non, parce que c'est un fait. Il y a des terroristes syriens et des combattants terroristes étrangers qui luttent contre le Gouvernement syrien en Syrie, pour le compte d'éléments étrangers. Nous parlons en toute transparence. Nous n'inventons rien. Tout le monde au Conseil sait de quoi nous parlons. Des rapports ont été publiés par le Conseil sur la

question des combattants terroristes étrangers en Syrie. Il y a quatre ou cinq ans, le Conseil niait l'existence de combattants terroristes étrangers en Syrie. Mais aujourd'hui, le Conseil est passé du déni total à la pleine reconnaissance du fait qu'il y a des terroristes étrangers en Syrie.

Un certain nombre de membres du Conseil nous font en fait concurrence, ainsi qu'à nos alliés, dans la lutte contre ce terrorisme étranger, en toute hypocrisie. Mais quand il s'agit de notre douleur, il ne devrait pas y avoir de place pour la susceptibilité. Des centaines de milliers de Syriens ont été tués par des terroristes. Les terroristes ont détruit l'infrastructure de notre pays dans le cadre d'une ingérence étrangère. Je ne veux pas d'un projet de résolution. Je veux que les 22 résolutions qui ont été adoptées soient mises en œuvre. Avons-nous réellement besoin d'une nouvelle résolution? Le Conseil a adopté 12 résolutions visant à lutter contre le terrorisme. Qu'elles soient mises en œuvre! Appliquons les 12 résolutions du Conseil de sécurité contre le terrorisme, et cela mettra fin au problème. Mais que l'on dise une chose et que l'on fasse tout le contraire, c'est là le comble de l'hypocrisie.

**Le Président** (*parle en russe*) : Le représentant du Koweït a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

**M. Alotaibi** (Koweït) (*parle en arabe*) : Je m'excuse de devoir prendre encore une fois la parole.

Je vais tout d'abord reprendre là où le représentant syrien a terminé, c'est-à-dire en demandant au Conseil de sécurité de mettre en œuvre ses résolutions relatives à la lutte contre le terrorisme. J'invite à mon tour les autorités syriennes à mettre en œuvre les résolutions du Conseil sur les armes chimiques et sur le volet politique, en tête desquelles la résolution 2254 (2015). Telle est la position officielle que le Koweït a toujours adoptée dans le cadre des séances publiques du Conseil. Je ne voudrais pas que mon collègue syrien s'en étonne. Il connaît très bien la position officielle du Koweït. Nous voulons une solution politique en Syrie – une solution fondée sur les résolutions du Conseil de sécurité, en particulier la résolution 2254 (2015) et le Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe). Je ne pense pas que cette position devrait déranger nos frères syriens.

S'agissant de la lutte contre le terrorisme, nous estimons qu'elle n'exonère aucune partie de sa responsabilité de respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de

l'homme. Telle est notre position, et nous ne cessons de la réaffirmer. Elle est conforme à celle de la Ligue des États arabes et de l'Organisation de la coopération islamique, ainsi qu'au droit international, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Concernant ce qu'a dit le représentant syrien au sujet de la présence de terroristes koweïtiens, il se réfère toujours à des documents faisant état de citoyens koweïtiens qui se battent en Syrie. Nous savons qu'il y a des combattants étrangers en Syrie. C'est pourquoi le Koweït et d'autres États ont parrainé une résolution de l'Assemblée générale sur les droits de l'homme en Syrie, dont le texte exige le retrait des combattants étrangers, les condamne et interdit leur présence en Syrie pour combattre aux côtés de quelque partie que ce soit. Nous savons aussi que certaines milices combattent aux côtés du Gouvernement syrien. Certaines milices de la région sont considérées par de nombreux pays comme des milices terroristes. Des ressortissants d'un même pays combattent dans les deux camps. C'est pourquoi nous avons déposé un projet de résolution exigeant le départ de toutes les forces étrangères.

Si je prends la parole, c'est parce que le représentant de la Syrie tire ses chiffres et ses informations de la presse, affirmant qu'un sergent, comme indiqué dans le *New York Times*, a amassé 400 millions de dollars. Il a également indiqué par le passé qu'une personne aurait réussi à réunir des milliards de dollars et envoyé des armes. Cela dépasse l'entendement. Lorsqu'il y a des preuves, nous prenons des mesures. Nous rejetons l'idée même que des personnes puissent avoir des liens avec des groupes terroristes.

Au début de la crise syrienne, personne n'avait entendu parler de Daech ou du Front el-Nosra. À l'époque, la communauté internationale et la Ligue des États arabes ont adopté des résolutions dans l'intérêt et avec l'appui du peuple syrien. Des résolutions ont ensuite été adoptées pour suspendre le droit de la Syrie de siéger à la Ligue des États arabes et à l'Organisation de la coopération islamique. Cette mesure est encore en vigueur aujourd'hui.

**Le Président** (*parle en russe*) : Bien que je respecte le droit des délégations de faire des déclarations supplémentaires – et je vais d'ailleurs donner la parole au représentant de la République arabe syrienne –, je crains que le débat soit sans issue, et je pense qu'il est temps de conclure. Je demande aux membres du Conseil de respecter cette décision et d'être brefs.



**M. Ja'afari** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je m'excuse de prendre la parole pour la troisième fois. Je ne serai pas long.

La dernière chose que je souhaite, c'est me disputer avec mon collègue, l'Ambassadeur du Koweït. Je veille aux intérêts de mon peuple. C'est à lui et à toutes les personnes ici présentes que je m'adresse. Nous ne sommes plus membres de la Ligue des États arabes depuis que ses représentants sont venus au Conseil dans le but de le monter contre nous et de militariser la situation en Syrie. C'est pourquoi mon collègue, l'Ambassadeur du Koweït, a tort de citer la Ligue des États arabes comme une référence crédible. Nous ne sommes membres ni de la Ligue des États arabes ni de l'Organisation de la coopération islamique. Par conséquent, à nos yeux, ces deux organisations ne sont pas crédibles et leurs positions politiques ne sont pas contraignantes pour le Gouvernement de mon pays.

Nous ne tirons pas uniquement nos informations de la presse. Nous avons un gouvernement responsable qui dispose d'un service et d'organes de renseignement solides. Nous disposons également de dizaines de milliers de documents que nous avons trouvés dans des cachettes de terroristes. Il s'agit de documents rédigés par des terroristes, qui contiennent une grande quantité d'informations démontrant que certains États du Golfe parrainent le terrorisme en Syrie. C'est un fait avéré. Nous avons envoyé au Conseil des centaines de lettres contenant des noms, des adresses, des chefs d'accusation et des lieux. Nous avons encore beaucoup d'autres informations que nous révélerons en temps voulu. Toutes les missions du Conseil qui sont dépêchées en Syrie et qui participent à la lutte contre le terrorisme sont stupéfaites lorsqu'elles reçoivent des informations

de Damas. Il n'y a qu'à demander au Chef de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions ce qu'il a pensé de sa dernière visite à Damas. Nous ne nous appuyons pas uniquement sur des articles de journaux; nous disposons d'informations fondées et avérées et d'aveux, dont une grande partie a été transmise au Conseil de sécurité.

Le pire n'est pas de commettre des erreurs, mais de ne pas les corriger. Alors cessons d'agir de la sorte. Une aide est apportée aux groupes terroristes en Syrie et en Iraq. Daech et le Front el-Nosra, ces ordures humaines, sont-ils sortis de nulle part? Qui a aidé ces terroristes et leur a délivré des visas? Qui leur a permis de traverser les frontières internationales pour rejoindre les capitales? Qui a donné 2 500 dollars à chaque terroriste pour travailler comme tireur d'élite et tuer des Syriens? Qui les a formés? Comment sont-ils redéployés d'Edleb au Nigéria, à l'Algérie, à l'Afghanistan et au Yémen? Nous posons toutes ces questions à des diplomates chevronnés, et non à des amateurs. Ces questions sont de la plus haute importance.

Ce que nous subissons aujourd'hui, d'autres le subiront demain ou après-demain. Si les membres du Conseil font preuve de négligence dans la lutte contre le terrorisme en Syrie, ils seront tous frappés par le terrorisme. Des monstres sont venus d'Europe, des États arabes et d'Asie centrale. Ce sont des monstres à forme humaine. Ils doivent être renvoyés chez eux si l'on veut que le droit international humanitaire soit appliqué. Que les monstres retournent dans leurs pays et capitales d'origine. Nous ne voulons pas d'eux. Nous avons le droit de les combattre jusqu'au dernier. C'est une question de souveraineté au titre du droit international.

*La séance est levée à 13 h 20.*